

Édito

La révision générale des politiques publiques — la RGPP — est en chantier. Cette réforme est appelée à modifier substantiellement le cadre de l'administration territoriale de l'État. L'action des nouveaux services dépendra largement de la future répartition des compétences du niveau régional, échelon qui deviendrait le niveau de pilotage local des politiques de l'État.

Cette transformation radicale dans l'administration n'ira pas sans modifier les relations entre les Préfets et les collectivités locales qui, elles aussi, mettent en place des politiques publiques.

L'efficacité d'une politique locale urbaine, sociale, touristique ou de développement économique n'est pas simple à atteindre. Elle nécessite, entre autres, de savoir ce qu'en pensent les ressortissants. Ainsi, donner la parole aux bénéficiaires d'une politique devient un outil de pilotage précieux : pas de kits marketing plus ou moins standardisés ni de « jurys citoyens ». Mais plutôt des témoignages de bénéficiaires, dont on tirera des enseignements opérationnels pour ajuster les politiques publiques locales. C'est dans cette direction que **corrélation** développe actuellement ses activités.

Sylvie LIDGI, Directeur

Sommaire

Politiques culturelles

Le visiteur en a-t-il pour son argent ?..... page 1

Développement local

Portrait de territoire..... page 2

Questions de méthode

Évaluations de politiques..... page 2

Actualité

Des boomers en marche pour un nouveau départ page 3

Mobilités contemporaines

Étalement urbain et re-densification des centres page 4

Vous pouvez aussi nous retrouver sur :
www.correlation-conseil.com

Politiques culturelles

Le visiteur en a-t-il pour son argent ?

J. Ashworth et P. Johnson, deux universitaires britanniques (Université de Durham) s'interrogent sur l'analyse coûts - bénéfices, tant financiers que culturels, des visiteurs de musée.

L'intérêt grandissant des économistes pour la question des musées peut surprendre. Pourtant, les musées du secteur public, encouragés à devenir plus concurrentiels et à s'intéresser aux besoins et aux attentes de leurs visiteurs, sont amenés à se poser des questions de nature économique. Quel est le rapport entre la dépense engendrée par le prix du billet payé par le visiteur pour entrer au musée et la valeur culturelle de la visite qu'il s'apprête à effectuer ?

Une première interprétation de ce ratio serait de penser que la visite réalisée par le visiteur a une valeur égale,

voire supérieure, à la dépense qu'il effectue pour l'achat de son billet. Mais la dépense du visiteur ne se limite pas au prix du ticket d'entrée. Il est impératif d'y ajouter le prix du transport que le visiteur va emprunter pour se rendre au musée ainsi que la valeur du temps passé durant le déplacement et pour la visite elle-même. Les dépenses liées à l'achat de souvenirs ou de consommations au café du musée viennent compléter le tableau.

Ainsi, l'arbitrage du visiteur se situe dans le rapport entre le coût global d'accès à la visite et la satisfaction qu'il en retirera à la sortie. Le visiteur po-

tentiel anticipe tant sur le contenu que sur les conditions pratiques de la visite et notamment sur les flux.

Une autre variable d'importance : la préparation de la visite. Plus la décision de visite est spontanée, impulsive, et moins le visiteur est à l'abri d'une déception à la sortie. La question de la tarification est complexe, bien d'autres paramètres entrent en ligne de compte.

Les enquêtes de publics feraient bien de s'en soucier, affirment les auteurs de l'article publié dans le *Journal of Cultural Economics* en 1996, qui s'avère être d'une actualité brûlante. ■

Portraits de territoire, une lecture politique riche de sens

Confronté à la mobilité croissante des activités et à la concurrence entre les espaces, de nombreux territoires cherchent à se doter de politiques d'attractivité adaptées à leur échelle. Une capacité renforcée à attirer et à retenir les entreprises et les touristes est désormais un enjeu essentiel pour des stratégies locales de développement.

Le tourisme, véritable économie créatrice de richesses et d'emplois, est un levier puissant de la croissance. Faire connaître les ressources d'un territoire et dynamiser son image est un préalable essentiel à toute stratégie de développement. Plus spécifiquement, les collectivités locales sont aujourd'hui globalement confrontées à la nécessité de se différencier et, pour cela, de mettre en avant les spécificités de leur territoire et de son « identité ». Ce faisant, de nouveaux enjeux surgissent de ce lien inédit entre développement territorial et question identitaire, dont l'attractivité touristique n'est pas le moindre.

L'identité d'un territoire, c'est l'esprit des lieux. Il évolue et se transforme en permanence.

L'identité d'un territoire ?

L'identité d'un territoire c'est sa personnalité, faite de pratiques urbanistiques, industrielles, culturelles et politiques, qui se nourrit des usages de l'espace qu'en font ceux qui y vivent, qui y travaillent et qui viennent le visiter. Ainsi,

l'identité d'un territoire est un processus en marche et en renouvellement permanent.

La question n'est donc pas tant de définir une identité que d'apprécier, d'appréhender l'attractivité du territoire, de cerner ce qui le caractérise et le différencie des autres territoires. Derrière la question identitaire, se pose donc celles de l'attractivité et de la redynamisation des territoires concernés. C'est pourquoi l'idée de *portrait de territoire* revêt davantage de pertinence.

Attractivité

Un département, une ville, un pays, au delà de ses composantes administratives et institutionnelles, est une réalité qui se donne à lire. Faire le portrait d'un territoire revient ainsi à proposer au visiteur et/ou à l'investisseur et/ou à l'habitant potentiel, une lecture active, c'est-à-dire une interprétation des lieux qui devra être riche de sens pour des personnes qui s'apprêtent à le découvrir. Une lecture suffisamment attractive, pour capter l'imaginaire collectif. Une lecture suffisamment réaliste pour assurer une argumentation crédible en la reliant à ce qui caractérise le territoire, notamment sur le plan des paysages, des ressources patrimoniales, économiques et culturelles locales. ■

Collecter et traiter de l'information sur les dispositifs pour savoir ce qui s'est passé, si l'on a bien fait (préoccupations normatives) et si l'on peut faire mieux (préoccupations instrumentales) : c'est évaluer l'action publique. La parole des bénéficiaires et le DSA sont deux approches **créatrices de valeur mises au point par *corrélation***. Évaluer, c'est étudier l'impact d'une nouvelle mesure sur la situation des bénéficiaires,



c'est établir un diagnostic du fonctionnement et des missions d'un programme pour en apprécier les résultats. C'est confronter les résultats observés à des paramètres pré-établis — un référentiel — pour se prononcer sur le bon fonctionnement et la réussite de la politique. L'évaluation sert à mettre en relation l'expérience passée, l'action en cours et les possibilités d'évolution. A trouver des ajustements afin d'atteindre une plus grande efficacité. A apprécier les jeux et les relations entre les acteurs afin d'identifier les configurations porteuses et celles qui freinent

le développement d'actions performantes. Une évaluation efficace doit produire de l'information compréhensible et utile, doit être fiable et objective (exactitude des informations et valeur scientifique des analyses) et offrir la possibilité de généraliser les conclusions.

Pour évaluer, *corrélation* est à l'écoute des bénéficiaires d'une politique sociale, touristique, etc., de ce qu'ils pensent des modes de traitement des dispositifs et de la réponse à leurs besoins. Le DSA, diagnostic système pour l'action, est une autre approche qui consiste à identifier les acteurs et à analyser leurs modes de relation, leurs routines, leurs intérêts, pour en comprendre de façon concrète la nature et la portée sur la mise en œuvre de l'action publique. ■

Des boomers en marche pour un nouveau départ

Les collectivités locales entendent bien relever le défi.

Sagesse ou déchéance, c'est selon. Selon les époques et les sociétés, la vieillesse est encensée ou rejetée. Où en sommes nous, en France, aujourd'hui ? La proportion de personnes âgées n'a cessé de croître durant le 20ème siècle. Les plus de 60 ans sont passés de 16% en 1950 à 22% en 2008. Ils seront près de 30% en 2020. La vieillesse, c'est le temps de l'âge qui avance. Mais avant d'atteindre le "grand âge", celui qui voit l'autonomie et les capacités physiques grandement diminuer, le retraité traverse plusieurs tranches de vie. Car l'âge de la retraite, fait d'une succession de bouleversements, est aussi le moment de vivre des expériences nouvelles, inédites.

La retraite ne sera plus ce quelle était.

40 ans après mai 68, les boomers, qui ont bénéficié de l'élévation du niveau d'éducation, riches d'expériences et de dynamisme, arrivent progressivement à l'âge de la retraite. Ils assument des rôles multiples : salarié en fin de carrière, super mamie, bénévole surbooké, grand voyageur. Ils ont connus le plein emploi et l'ascenseur social et souhaitent s'impliquer dans la vie de la cité, rester actifs, aider les autres, les faire profiter de leurs connaissances et de leurs savoir-faire.

La génération née après 1945 va profondément changer notre vision de la retraite et de la notion même de vieillesse. Le boomer, qui se sent plus jeune que ses artères, aspire à une retraite active. Il veut rester dans le coup. Son emploi du temps est partagé entre une deuxième carrière, moins prenante que la première, des activités de loisir régulières, des voyages et du temps passé avec ses petits-

Le revenu disponible des jeunes retraités est plutôt en baisse par rapport à leur dernier salaire.



enfants. Pourtant, le départ en retraite est un moment de rupture qui peut être violente. Le travail, durant plusieurs décennies, a structuré la vie quotidienne. La retraite venue, les rythmes sociaux sont bouleversés et une organisation nouvelle du temps libéré devient nécessaire. Le risque : une retraite *retranchée* dans laquelle le senior se replie sur lui-même et s'isole des autres. Le souhaitable : la retraite *épanouissement* marquée par

des aspirations d'activités et de relationnel. Certains trouverons par eux-mêmes la voie qui leur convient. D'autres auront des difficultés à y parvenir. D'autant que les activités qui pourraient satisfaire leurs centres d'intérêt ne sont pas toujours à portée de main.

Un enjeu fort pour les collectivités locales.

Le vieillissement actuel de la population est un phénomène inédit dans l'histoire de l'humanité. Ses consé-

quences sur les activités dans les territoires se font déjà ressentir : modification des marchés, mutation du monde professionnel, apparition de nouveaux métiers, revalorisation de l'immobilier. Les collectivités locales, en particulier les intercommunalités, sont aussi concernées par ces questions. Une économie locale dynamique ne peut se contenter de résidentiel et de tourisme urbain, d'autant qu'une retraite bien gérée diminue les coûts sociaux, crée une dynamique et génère de l'activité économique.

Le vieillissement massif de la population fera évoluer les pratiques résidentielles, l'utilisation des réseaux de transport, de santé, d'éducation, modifiera sensiblement les modes de consommation et les pratiques de loisirs dans les régions. L'enjeu pour les collectivités locales se trouve être des plus sérieux. Le papy-boom sera-t-il un boulet pour la collectivité ou un facteur de dynamisation ? *corrélation*, partie prenante de la réflexion dans le champ des « seniors et des jeunes retraités », développe des modules d'observation qui permettront de stimuler l'innovation dans les politiques publiques locales. ■

Étalement urbain et re-densification des centres

Les promoteurs ont remplacé les ingénieurs : les nouveaux programmes de lotissements s'inscrivent de moins en moins dans des processus de planification urbaine mais participent d'une forme de développement qui s'appuie sur l'opportunité de faire des coups : les communes ne disposent pas toutes des ressources suffisantes pour affronter ce phénomène local. *corrélacion* s'est intéressé au phénomène des « gated communities à la française ».

Qu'il s'agisse de maisons individuelles ou de petits collectifs, le développement des lotissements qui s'organisent toujours plus souvent en ensembles fermés ou en quartiers à centralité propre, est paradoxal : présentés comme des « îlots de verdure dans la ville » ou des « morceaux de campagne », ces nouveaux programmes séduisent en premier lieu les élus. Au delà de la simple offre de logements, ils se voient proposer une valorisation urbaine et paysagère de la ville qui s'accompagne de multiples avantages (espaces verts entretenus sans frais pour la municipalité par exemple). Simultanément les prix de l'immobilier dans les centres ville



sont en constante progression. Et les besoins des citoyens en matière de transports se dispersent, se fragmentent dans le temps et dans l'espace.

Dans un contexte d'individualisation des modes vie, cette situation encourage l'étalement urbain alors que celui-ci soulève de nombreuses questions en termes notamment de développement durable et de mobilité. Comment par exemple limiter le nombre de véhicules quand la voiture est si intimement liée à la vie quotidienne ? Alors que

la mise en place de systèmes de transports en commun cohérents et répondants aux besoins des usagers est entravée par la dispersion de l'habitat ?

Les déplacements domicile/travail faisaient la régularité de la vie d'autrefois. De nos jours, les déplacements se construisent au cas par cas et se décident en fonction de circonstances variées, changeantes et souvent au dernier moment. Faire ses courses au supermarché, se rendre au bureau, déposer ses enfants à l'école nécessite des moyens de transport adaptés, des systèmes souples, des modalités flexibles. La mobilité est aujourd'hui au cœur de la réflexion sur la ville contemporaine.

Les attentes pour des solutions satisfaisantes de mobilité urbaine qui intègrent les contraintes de l'automobile, de l'emploi et des besoins des familles sont fortes. L'étude « Ensembles résidentiels fermés et action publique » conduite par *corrélacion* invite à réfléchir à la relation entre re-densification des centres urbains, modes de vie contemporains et mobilité dans la ville et dans le périurbain. ■

Séminaires et formations

corrélacion conçoit et anime des séminaires et des formations sur mesure. Par exemple :

- Panorama méthodologique des études de publics
- Développement des compétences en conduite d'interview dans des contextes variés
- L'observation du territoire : théorie et méthodes

Informations pratiques :

☎ 01 43 70 17 57

La presse en parle

Dans son livre *Tous délinquants ? Les mythes de la sécurité routière, les réalités de la France au volant* (Ed. Michalon), Sylvie Lidgi, docteur en sciences sociales, remet en cause les idées reçues. Dans un style enlevé, les résultats d'une recherche scientifique commandée par le PREDIT (ministère des transports) sont mis à la portée de tous. Au fil des pages, l'analyse, qui s'appuie sur une méthode d'observation solide (voir les Chroniques n°5), dépeint un automobiliste citoyen et responsable confronté à la lisibilité des infrastructures ou à l'état des routes qui laissent parfois à désirer. Le conducteur français n'est pas le barbare que l'on croit, s'il interprète le code de la route ce n'est pas pour autant un volontaire de fais de garage.

Observer, questionner, comprendre
Donner des repères pour l'action

Pour mieux communiquer avec ses clients et ses partenaires, *corrélacion* enrichit et dynamise son interface Internet.

Retrouvez-nous sur :

www.correlacion-conseil.com

contact@correlacion-conseil.com

